

L'éviction de Blocher est la bonne décision

Le PEV salue l'élection de Eveline Widmer-Schlumpf et le maintien de la concordance. Les Chambres réunies ne peuvent pas être tancées pour le fait qu'elles ont refusé d'élire un conseiller fédéral qui polarise et qui ne respecte pas notre concordance. Avec Mme Widmer-Schlumpf une politicienne respectée, avec une riche expérience politique et capable de présenter des solutions consensuelles a été élue.

La Suisse a fait de bonnes expériences avec le système de concordance. Elle est à l'origine de la stabilité et la prospérité dont jouit notre pays et l'a rendu attirant aussi pour l'économie. Le PEV soutient la concordance et défend le point de vue que les partis doivent être représentés au gouvernement selon leur force politique. Il respecte par conséquent l'attribution de deux sièges à l'UDC. Avec l'élection de Samuel Schmid et de Eveline Widmer-Schlumpf cette revendication a été respectée.

Ceci étant dit, le PEV défend le point de vue que les Chambres réunies ne doivent pas élire aveuglement les candidats présentés par leur parti. Il est primordial que les personnes élues au gouvernement sachent travailler de manière constructive et faire preuve d'esprit d'équipe. Par ailleurs, elles doivent se mettre d'accord sur un programme de base commun et défendre les décisions prises de manière collégiale.

Pour le PEV, les membres du gouvernement doivent estimer plus important les intérêts du pays que les intérêts partisans. Sous ces aspects, toutes les personnes proposées devaient être confirmées, à part Christoph Blocher qui n'a pas répondu aux critères mentionnés ci-dessus. Ces quatre dernières années il a abusé de son mandat pour faire avancer l'agenda de son parti, il a violé la séparation des pouvoirs, dépassé ses compétences et dénigré de manière inacceptable ses opposants politiques.

La décision de soutenir une autre personne que monsieur le Conseiller fédéral Blocher a, entre autres, aussi été motivée par le comportement de l'UDC. Il est inacceptable pour le PEV qu'un parlement, dont le mandat constitutionnel prévoit la surveillance du gouvernement, soit mis sous pressions avec des menaces de quitter le gouvernement et de mener une politique d'opposition. La présentation de Christoph Blocher comme un 'surhomme', un sauveur national contredit la conception d'Etat et la vision chrétienne défendues par le PEV.

Le fait que l'UDC mènera à l'avenir une politique d'opposition est une décision logique vu son campagne lors des élections nationale et l'échec subi aujourd'hui. Un parti d'opposition ne peut pas être représenté au gouvernement et contester constamment l'action menée par ce même gouvernement comme cela a été fait ces quatre dernières années.

Berne, le 13 décembre 2007/jb

Pour des renseignements:

Conseiller national Dr. Ruedi Aeschbacher, président PEV Suisse: 076 379 33 84

Joel Blunier, Secrétaire général PEV Suisse: 076 379 76 79

Niklaus Hari, Chargé de communication PEV Suisse: 079 202 72 27
